



**Alliance
des chrétiens
en droit**
Christian Legal Fellowship

**Mémoire soumis à la Commission des institutions, l'Assemblée nationale du Québec,
au sujet du projet de loi 21**
14 mai 2019

L'Alliance des chrétiens en droit vous remercie de nous avoir accordé cette occasion de commenter le projet de loi 21, *Loi sur la laïcité de l'État*.

Nous nous permettons d'abord de nous introduire. L'Alliance des chrétiens en droit (ci-après, « L'Alliance ») est la plus grande association de juristes de foi chrétienne au Canada. Elle existe depuis plus de quarante ans. Elle a été reconnue comme intervenante dans plusieurs causes par la Cour supérieure du Québec, la Cour d'appel du Québec, les tribunaux d'autres provinces, ainsi que la Cour suprême du Canada. En 2012, l'honorable Gratien Duchesne de la Cour supérieure du Québec a noté que l'Alliance « regroupe plus de 500 juristes et possède une expertise importante en philosophie, en moralité et en éthique. »¹ L'Alliance est également une organisation non gouvernementale ayant un statut spécial de consultant auprès du Conseil économique et social des Nations Unies.

Nous sommes profondément troublés du fait que, selon le projet de loi 21, certains employés de l'État au Québec ne pourront plus porter des signes religieux.

Bien que ce projet de loi prétende avancer la « neutralité religieuse », il fait le contraire. Puisque des citoyens de certaines confessions religieuses sont exclus d'emplois dans le secteur public à cause de leur identité et leur expression religieuse, ce projet de loi prône un climat qui est en effet, antireligieux.

Les symboles religieux ne sont pas des « choix de mode ». Ils représentent, pour plusieurs croyants, un acte d'adoration ou une expression religieuse qui sont exigés par des convictions profondes qui sont « soit immuable, soit modifiable uniquement à un prix inacceptable du point de vue de l'identité personnelle »².

¹ *Ginette Leblanc c Le Procureur Général du Canada et al*, (6 juillet 2012), Trois-Rivières 400-17-002642-110 (C Sup Qc).

² *Corbière c Canada (Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien)*, [1999] 2 RCS 203 au para 13.

Le projet de loi 21 oblige ces croyants à choisir entre leur foi et leur emploi. Autant un « tax on wearing yarmulkes is a tax on Jews »,³ autant interdire le port de *symboles* religieux c'est interdire des *gens* religieux.

Ceci est inacceptable dans une société libre et démocratique.

Bien que ce projet de loi invoque la disposition dérogatoire, cela ne le rend pas moins offusquant et n'assure non plus sa légalité. La *Charte canadienne des droits et libertés* (ci-après « la *Charte* ») n'est ni la source ni le fondement de nos droits naturels et fondamentaux. Par contre, la *Charte* les reconnaît et les affirme, et oblige les gouvernements du Canada de les respecter et de les protéger. Comme l'affirme le préambule de la *Charte*, il existe des sources de droit et de vérité qui sont antérieures à la *Charte* et qui la dépassent.⁴

La disposition dérogatoire ne s'applique qu'à certaines clauses de la *Charte*, mais la liberté de religion au Québec et ailleurs au Canada a été reconnue bien avant et en dehors de la *Charte*. La liberté de religion est l'une des « libertés originales qui sont en même temps un moyen qui permet aux êtres humains de s'exprimer, et une condition essentielle de la vie communautaire dans un ordre légal. »⁵

Comme décidé par quelques juges de la Cour d'appel du Québec dans l'affaire *Chabot* (décidée presque 35 ans avant l'arrivée de la *Charte*), les libertés de religion et de conscience sont « antérieur[e]s à la loi positive ». ⁶ Ces libertés « find their existence in the very nature of man »⁷ et sont enracinées dans le « droit naturel, le premier de tous les droits. »⁸ « They cannot be taken away, and they must prevail should they conflict with the provisions of positive law ».⁹

Le gouvernement ne pouvait pas « override [a] basic principle of natural law »¹⁰ avant la promulgation de la *Charte* et il ne peut pas le faire maintenant. En fait, rien dans la *Charte*, y compris l'article 33, n'augmente les pouvoirs législatifs soit de l'Assemblée nationale, soit de tout autre gouvernement au Canada.

Il ne faut pas oublier que la disposition dérogatoire n'affecte pas l'affirmation à l'article 26 que le contenu de la *Charte* « ne constitue pas une négation des autres droits et libertés qui existent au

³ *Bray v Alexandria Women's Health Clinic*, (1993) 506 US 263, selon Scalia, J.

⁴ Voir Jonathan W. Penny et Robert J. Danay, « The Embarrassing Preamble? Understanding the “Supremacy of God” and the Charter », (2006) 36 UBC L Rev 287.

⁵ *Saumur c Ville de Québec*, [1953] 2 RCS 299, selon Rand, J, à la p 329.

⁶ *Chabot c Les Commissaires d'École de Lamorandière*, [1957] BR 707, 1957 CarswellQue 246 au para 27, selon Pratte J. Dans cette cause, la majorité des juges, y compris les juges Pratte, Casey, Hyde (appuyé par le juge Martineau) et Taschereau, ont invoqué la liberté de religion comme un droit naturel et fondamental, et ont ordonné aux Commissaires de l'École Lamorandière d'excuser les enfants d'une religion minoritaire de participer à l'instruction religieuse de la majorité. Voir aussi Leonid Sirota, *First of All Our Laws : Double Aspect*, en ligne: <<https://doubleaspect.blog/2017/02/26/first-of-all-our-laws/>>.

⁷ *Ibid* au para 48, selon Casey J : « [...] trouvent leur existence dans la nature même de l'homme » (traduction libre).

⁸ *Ibid* au para 30, selon Pratte J.

⁹ *Ibid* au para 48, selon Casey J : « Elles ne peuvent pas être enlevées et elles doivent prévaloir en cas de conflit avec les dispositions de droit positif » (traduction libre).

¹⁰ *Ibid* au para Hyde J : « [...] fouler aux pieds [un] principe fondamental de droit naturel » (traduction libre).

Canada ». Ces droits et libertés comprennent la liberté de religion et de conscience, qui « find their source in natural law ».¹¹

Somme toute, la liberté de religion ne dépend pas de la *Charte*. Tout être humain possède un droit inhérent et inaliénable à la liberté de religion que même la disposition dérogatoire ne peut supprimer.

Cela ne veut pas dire que les droits naturels sont illimités, mais toute restriction, comme celles imposées par le projet de loi 21, doit être justifiée. Dans la cause *Chabot*, le juge Casey a suggéré que la liberté de religion pourrait être restreinte si elle est « harmful or opposed to the common good or in direct violation of the equal rights of others. »¹² Mais une telle justification n'a pas été démontrée ici.

Selon les sympathisants du projet de loi 21, le soi-disant « mal » qui serait causé par le port de signes religieux par certains employés de l'État c'est qu'ils ne seraient plus perçus comme étant « neutres ». Mais ce ne sont pas les individus, mais plutôt l'État qui doit faire preuve de neutralité.¹³ La neutralité de l'État n'existe pas afin d'imposer une uniformité de laïcisme, mais plutôt de promouvoir la diversité religieuse.¹⁴ La solution ne consiste pas à bannir la religion de la place publique, ou (en paraphrasant les mots de la Cour suprême) des employés seraient obligés de laisser leurs convictions à la porte.¹⁵

Le projet de loi 21 ne reconnaît pas qu'un engagement religieux puisse, en fait, améliorer l'accomplissement de ses devoirs en tant qu'employé de l'État. Ceci est vrai autant dans le cas des avocats et juges que dans le cas de tous les employés de l'État. Comme les juges l'Heureux-Dubé et McLachlin ont dit dans *R c S (RD)* :

[I]l est indubitable que dans une société bilingue, multiraciale et multiculturelle, chaque juge aborde l'exercice de la justice dans une perspective qui lui est propre. Il aura certainement été conditionné et formé par ses expériences personnelles, et on ne peut s'attendre à ce qu'il s'en départisse dès qu'il est nommé juge. En fait, pareille transformation priverait la société du bénéfice des précieuses connaissances acquises alors qu'il était encore avocat.¹⁶

Des actes juridiques internationaux des droits de l'homme, y compris ceux auxquels le gouvernement du Québec a adhéré, protègent aussi la liberté de la religion. À titre d'exemple, *Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques*¹⁷ garantit la liberté de religion y compris le droit « de manifester sa religion ou sa conviction, individuellement ou en commun, tant en public qu'en privé, par le culte et l'accomplissement des rites, les pratiques et l'enseignement » (article

¹¹ *Ibid* au para 47, selon Casey J : « [...] trouvent leur source dans la loi naturelle » (traduction libre).

¹² *Ibid* au para 43, selon Casey J : « [...] nuisible ou contraire au bien commun ou en violation directe des droits égaux d'autrui » (traduction libre).

¹³ *Mouvement laïque québécois c Saguenay (Ville de)*, 2015 CSC 16 au para 74.

¹⁴ *Ibid*.

¹⁵ *R c NS*, 2012 CSC 72 aux para 31, 50–51.

¹⁶ *R c S(RD)*, [1997] 3 RCS 484 au para 38 (soulignement ajouté).

¹⁷ Ratifiée par le Québec, Arrêté en conseil 1438-76 (21 avril 1976).

18, soulignement ajouté). Il garantit aussi la liberté de toute discrimination fondée sur la religion. (Article 26. *Le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels*¹⁸ protège expressément le droit au travail « sans discrimination aucune fondée sur... la religion » et il affirme que l'État prendra des « mesures appropriées pour sauvegarder ce droit » (les articles 2(2), 6).

En tant qu'avocats, nous sommes surtout préoccupés par le fait que le projet de loi 21 viole la liberté de religion de nos collègues en droit, y compris des procureurs aux poursuites criminelles et aussi d'autres avocats qui travaillent pour, ou qui exécutent des contrats sous, l'autorité d'un corps du gouvernement, et qui ne pourront plus porter des signes religieux (Annexe II, articles 6-8).

En tant qu'avocats qui professent une foi, nous considérons la pratique de droit comme un moyen de mettre en pratique notre engagement religieux. C'est notre religion qui nous contraint à servir nos clients avec compassion et à rechercher la justice avec intégrité. Nier aux avocats de foi la possibilité de participer pleinement à l'administration de la justice uniquement parce qu'ils désirent s'identifier à leur religion causerait une perte profonde à l'intérêt public et l'intérêt commun.

La neutralité de l'État veut dire que le gouvernement ne doit pas favoriser « la participation des croyants à l'exclusion des incroyants, et vice-versa »¹⁹. Mais c'est ce que fait le projet de loi 21. Il favorise certaines croyances (ou incroyances) et il exclut ceux qui ne les professent pas. Ceci n'est pas la vraie neutralité, mais plutôt l'imposition d'une « conception trop radicale » de la « laïcité intégrale », une laïcité qui n'est pas neutre, mais plutôt hostile, envers la religion.²⁰

Nous invitons donc les membres de l'Assemblée nationale à reconsidérer ce projet de loi à la lumière de ces préoccupations.

Le tout respectueusement soumis,



Derek Ross,
directeur exécutif et avocat de l'ACD



Robert E. Reynolds,
président émérite de l'ACD et avocat à Montréal, Qc.

APPROUVÉ PAR :

1. Shawn Smith, avocat, président de l'ACD
2. Roger Song, avocat, vice-président de l'ACD
3. John Lockhart, avocat, trésorier de l'ACD
4. Philip Fourie, avocat, secrétaire de l'ACD

¹⁸ *Ibid.*

¹⁹ *Saguenay, supra* note 13 au para 75.

²⁰ *Ibid* aux para 77-78.

5. Shayna Beeksma, avocate, membre du conseil d'administration de l'ACD
6. Marie-Louise Fast, avocate, membre du conseil d'administration de l'ACD
7. Jonathan Kulathungam, avocat, membre du conseil d'administration de l'ACD
8. Harry Thompson, Q.C., avocat à la retraite, membre du conseil d'administration de l'ACD
9. Kristopher Kinsinger, membre du conseil d'administration de l'ACD et étudiant en droit
10. Ruth A.M Ross, conseillère spéciale et directeur des opérations de l'ACD
11. Sarah Mix-Ross, avocate associée de l'ACD
12. George W. Baynton, Q.C., juge à la retraite
13. Ernest A. Marshall, juge à la retraite
14. Ken Koprowski, avocat, juge à la retraite
15. Mélanie Sauriol, avocate, Gatineau, Qc.
16. Joelle Maurais, avocate, Gatineau, Qc.
17. Genna Evelyn, avocate, Saint-Georges, Qc.
18. Andrew Clubine, étudiant en droit, Montréal, Qc.
19. André Schutten, avocat, Gatineau, Qc.
20. Vivian Clemence, avocate
21. Ronald J Swain, avocat
22. David Dueck, avocat
23. Chantal Desloges, avocate
24. Michael D. Carter, avocat
25. Joshua Tong, ancien avocat
26. Alan Honner, avocat
27. Jad Debs, avocat
28. David McMath, avocat
29. Aleksandra Balyasnikova-Smith, étudiante au niveau du doctorat
30. Peter Trieu, avocat
31. Earl Phillips, Q.C., avocat
32. Shawn Knights, avocat
33. Nancy Toran-Harbin
34. Renée Short, avocate
35. Michael Menear, avocat
36. Matthew Kaup, stagiaire en droit
37. Elisa Genuis, étudiante en droit
38. Trevor Owen, avocat
39. Winston Sayson, Q.C., avocat
40. Cornelis Van Dam, professeur émérite
41. Michael H. Murray, avocat
42. Brian L. Prill, avocat
43. Christopher Taucar, avocat
44. Adrian Miedema, avocat
45. Andrew Lawson, avocat
46. Jeannette Savoie, avocate
47. Elisa Coates, stagiaire en droit
48. Tyler Koverko, avocat
49. Daniel J. Mol, avocat

50. Nancy Bergstrom, avocate
51. Moyosore Balogun, stagiaire en droit
52. Walter W. Kubitz, Q.C., avocat
53. Jeffrey Lowe, avocat
54. Katherine Enns, avocate
55. Geraldine Hewitt, avocate
56. John Sikkema, avocat
57. Jim Reich, avocat
58. Philip J. Dougan, avocat
59. Thomas M.J. Bateman, professeur
60. John Humphries, avocat
61. K.R. Davidson, avocat
62. Benjamin Hiebert, étudiant en droit
63. Rhoda Cookhorn, avocate
64. Rhema Kang, avocate
65. Eva Guo
66. George Gunnink, avocat
67. Rebecca Blain, étudiante en droit
68. Janet Epp Buckingham, professeure
69. David Gileff, avocat
70. Walter Thiessen, avocat et Pasteur
71. Dawn M. Bennett, avocate
72. Andrea Dickinson, avocate
73. Jessie Legaree, avocate
74. Bruce Bos, avocat
75. Richard Porcher, avocat
76. Timothy Stonhouse, avocat
77. Nathan Wiebe, avocat
78. Gleb Malinovsky, avocat
79. Don Hutchinson, avocat
80. Geoffrey Trotter, avocat
81. George Ingram, avocat
82. D^r Brian D Scott, avocat à la retraite
83. N. Diane Gyimah, avocate
84. Coralei Still, étudiante en droit
85. Chris Markou, avocat
86. Eric Vandergriendt, avocat
87. Andrew Davis, avocat
88. Craig Lewis, avocat
89. David Macphail, avocat à la retraite
90. Luke A. Johnson, avocat
91. Darren L. Richards, avocat
92. Tabitha Ewert, avocate
93. Waldy Derksen, avocat
94. Donald L. Wilkinson, avocat
95. Megen Zelinka, avocate

96. Frank de Walle, avocat
97. Jonathan Ng, avocat
98. Vicky Chan, avocate
99. Nkiru Emodi, avocate
100. Benjamin J. Ferland, avocat
101. Paul D. Mack, avocat
102. Terry Prockiw, avocat
103. Ashley Gnyś, avocate et spécialiste agréée en contentieux civil
104. Daniel N. Tangjerd, avocat
105. John Knibbe, avocat
106. Philip Watts, avocat
107. Faye Sonier, avocate
108. Dorothy Zhang, étudiante
109. Stephanie Chan, candidate au stage en droit
110. Olohirere Musa, avocate
111. Clayton H. Stewart, avocat
112. Stella Iriah, avocate
113. Kinsey Bowen, avocate
114. Olasubomi Oraka, étudiante en droit
115. Richard Harding, avocat à la retraite
116. Garifalia Milousis, étudiante en droit



**Alliance
des chrétiens
en droit
*Christian Legal Fellowship***

Submission to the Committee on Institutions, National Assembly of Quebec, re Bill 21
May 14, 2019

Christian Legal Fellowship is thankful for this opportunity to comment on Bill 21, *An Act respecting the laicity of the State*.

By way of background, Christian Legal Fellowship is Canada's national association of Christian lawyers, law students, jurists, and law professors, and has long been active in Quebec. CLF has been granted intervener status in cases involving human rights and religious freedom by the Quebec Superior Court and the Quebec Court of Appeal, as well as the Supreme Court of Canada. In 2012, the Quebec Superior Court noted that “[t]he CLF includes more than 500 jurists and possess an important degree of expertise in the areas of philosophy, morality, and ethics.”¹ CLF is also a non-governmental organization (NGO) in Special Consultative Status with the Economic and Social Council of the United Nations.

We are deeply troubled by Bill 21's prohibition of religious symbols for persons holding certain positions in Quebec.

While the legislation purports to be advancing “religious neutrality”, it does the exact opposite. By effectively banning citizens of certain faiths from public employment based on their religious expression and identity, the Bill is promoting an *anti*-religious public square.

Religious symbols are not a mere ‘fashion choice’. For many believers, they represent an act of worship and religious expression, compelled by sincerely and deeply held convictions that are “immutable or changeable only at unacceptable cost to personal identity”.²

Bill 21 forces those believers to choose between their faith and their jobs. Just as a “tax on wearing yarmulkes is a tax on Jews”,³ a ban on wearing religious *symbols* is a ban on religious *people*.

This is unacceptable in a free and democratic society.

¹ *Ginette Leblanc v Le Procureur Général du Canada et al* (6 July 2012), Trois-Rivières 400-17-002642-110 (Qc Sup. Ct. (unofficial translation)).

² See *Corbiere v. Canada (Minister of Indian and Northern Affairs)*, [1999] 2 S.C.R. 203 at para 13.

³ *Bray v. Alexandria Women's Health Clinic*, 506 U.S. 263 (1993) per Scalia J.

The Bill's invocation of the Notwithstanding Clause does not render this approach any less offensive, nor does it assure its legality. The Charter is neither the source of nor basis for natural and fundamental rights – it affirms and recognizes them and commits Canada's governments to respect and protect them. But there are anterior and higher sources of truth and rights than those found in the Charter – this is affirmed in the Charter's preamble itself.⁴

The Notwithstanding Clause only applies to certain provisions contained in the Charter, but religious freedom in Quebec and the rest of Canada has been long-recognized before, and outside of, that document. Freedom of religion is one of the “original freedoms which are at once the necessary attributes and modes of self-expression of human beings and the primary conditions of their community life within a legal order.”⁵

As several Quebec appeal court justices affirmed in *Chabot v. School Commissioners of Lamorandiere* (decided almost 35 years before the Charter), freedom of religion and freedom of conscience are “anterior to positive law”.⁶ These freedoms “find their existence in the very nature of man”⁷ and are entrenched in “natural law, first of all our laws”⁸. They “cannot be taken away and they must prevail should they conflict with the provisions of positive law”.⁹

Just as the government could not “override [a] basic principle of natural law”¹⁰ prior to the enactment of the Charter, it cannot do so now. Indeed, nothing in the Charter – including section 33 – “extends the legislative powers” of the National Assembly or any other government body in Canada (per section 31).

The Notwithstanding Clause also does not affect section 26's affirmation that the Charter “shall not be construed as denying the existence of any other rights or freedoms that exist in Canada”. This includes the “right of inviolability of conscience” and religious liberty, which “find their source in natural law”.¹¹

In short, freedom of religion does not rise and fall with the Charter. All people have an inherent and inalienable right to freedom of religion, which not even the Notwithstanding Clause can eradicate.

This is not to say that natural rights are unlimited, but an attempt to restrict them in the manner contemplated by Bill 21 must be justified. In *Chabot*, Justice Casey suggested that limiting

⁴ See discussion in Jonathan W Penny & Robert J Danay, “The Embarrassing Preamble? Understanding the ‘Supremacy of God’ and the Charter” (2006) 36 UBC L Rev 287.

⁵ *Saumur v. City of Quebec*, [1953] 2 S.C.R. 299 per Rand J. at 329.

⁶ *Chabot v. School Commissioners of Lamorandiere*, (1957) 12 D.L.R. (2d) 796 at 802 per Pratte J. In that case, several justices including Justices Pratte, Casey, Hyde (supported by Justice Martineau), and Taschereau invoked freedom of religion as a natural, fundamental right and ordered a public school to excuse children of a religious minority from taking part in majoritarian religious exercises and instruction. See discussion in Leonid Sirota, *First of All Our Laws*, online: Double Aspect <<https://doubleaspect.blog/2017/02/26/first-of-all-our-laws>>.

⁷ *Ibid* at 807 per Casey J.

⁸ *Ibid* at 802 per Pratte J.

⁹ *Ibid* at 807 per Casey J.

¹⁰ *Ibid* at 813 per Hyde J.

¹¹ *Ibid* at 807 per Casey J.

religious exercise might be justified where it is “harmful or opposed to the common good or in direct violation of the equal rights of others”.¹² But such evidence has not been demonstrated here.

According to supporters of Bill 21, the alleged ‘harm’ that purportedly arises from the wearing of religious symbols is that it detracts from the appearance that public officials are ‘neutral’. But neutrality is required of the *state*, not *individuals*.¹³

State neutrality exists not to coerce irreligious uniformity, but to promote and enhance religious diversity.¹⁴ To paraphrase the Supreme Court, the answer is not to ban religion from the public sphere, where employees “must park their religious convictions at the door”.¹⁵

Bill 21 fails to recognize that the exercise of one’s public duties may be enhanced – not prejudiced – by one’s religious commitments and background. This is true for lawyers and judges, as it is for all employed in public service. As Justices L’Heureux-Dubé and McLachlin observed in *R v S(RD)*:

[J]udges in a bilingual, multiracial and multicultural society will undoubtedly approach the task of judging from their varied perspectives. They will certainly have been shaped by, and have gained insight from, their different experiences, and **cannot be expected to divorce themselves from these experiences** on the occasion of their appointment to the bench. In fact, **such a transformation would deny society the benefit of the valuable knowledge** gained by the judiciary while they were members of the Bar.¹⁶

International human rights instruments, including those by which the government of Quebec has declared itself to be bound, also protect freedom of religion. The *International Covenant on Civil and Political Rights*¹⁷ guarantees freedom of religion, including the right, “**in public** or private”, to manifest religion or belief “in worship, **observance**, practice and teaching” (Article 18, emphasis added). It also guarantees freedom from discrimination based on one’s religion (Article 26). The *International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights*¹⁸ expressly protects the right to work, “without discrimination of any kind as to ... religion”, and affirms that the state must “take appropriate steps to safeguard this right” (Articles 2(2), 6). Due consideration and respect must be afforded to these commitments.

As lawyers, we are particularly concerned by Bill 21’s violation of the religious freedoms of our legal colleagues, including prosecutors and other lawyers who contract with, or are under the authority of, a government body, and who will be prohibited from wearing religious symbols (Schedule II, ss. 6-8).

¹² *Ibid* at 805 per Casey J.

¹³ *Mouvement laïque québécois v. Saguenay (City)*, 2015 SCC 16 at para 74.

¹⁴ *Ibid*.

¹⁵ *R. v. N.S.*, 2012 SCC 72, [2012] 3 S.C.R. 726, at para. 31. See also paras 50-51.

¹⁶ *R v. S(RD)*, [1997] 3 SCR 484 at para 38 [emphasis added].

¹⁷ Ratified by Quebec, Arrêté en conseil 1438-76 (April 21, 1976).

¹⁸ Ratified by Quebec, Arrêté en conseil 1438-76 (April 21, 1976).

As lawyers of faith, we view the practice of law as a manifestation of our religious commitments. Our religion is what compels us to serve our clients with compassion and to seek justice with integrity. It would be a profound loss to the public interest and common good if religious lawyers – based solely on their identifying with those very faith commitments – were denied the opportunity to participate equally in the administration of justice.

State neutrality prohibits the government from using its powers “to promote the participation of certain believers or non-believers in public life to the detriment of others”.¹⁹ Yet Bill 21 does precisely that. It creates a preferential space for those with certain beliefs (and non-belief), and it effectively bans from that space those with other beliefs. This is not true neutrality, but an “excessively radical conception” of “complete secularity” – one which is *hostile*, not *neutral*, toward religion.²⁰

We call on the members of the National Assembly to reconsider the proposed legislation in light of these concerns.

Respectfully submitted,



Derek Ross,
Executive Director and General Counsel



Robert E. Reynolds,
CLF Past President (Lawyer, Montreal, QC)

ENDORSED BY:

1. Shawn Smith, Lawyer, CLF President
2. Roger Song, Lawyer, CLF Vice-President
3. John Lockhart, Lawyer, CLF Treasurer
4. Philip Fourie, Lawyer, CLF Secretary
5. Shayna Beeksma, Lawyer, CLF Board Member
6. Marie-Louise Fast, Lawyer, CLF Board Member
7. Jonathan Kulathungam, Lawyer, CLF Board Member
8. Harry Thompson, Q.C., Retired Lawyer, CLF Board Member
9. Kristopher Kinsinger, CLF Board Member & Law Student Representative
10. Ruth A.M. Ross, Special Advisor & Director of Operations, CLF
11. Sarah Mix-Ross, Associate Counsel, CLF
12. George W. Baynton, Q.C., Retired Justice
13. Justice Ernest A. Marshall (Retired)
14. Ken Koprowski, Lawyer, Deputy Judge (Ontario Superior Court of Justice), retired
15. Mélanie Sauriol, Avocate/Lawyer, Gatineau, QC
16. Joelle Maurais, Lawyer, Gatineau, QC

¹⁹ *Mouvement laïque québécois v. Saguenay (City)*, 2015 SCC 16 at para 75.

²⁰ *Ibid* at paras 77-78.

17. Genna Evelyn, Lawyer, Saint-Georges, QC
18. Andrew Clubine, Law Student, Montreal, QC
19. André Schutten, Lawyer, Gatineau, QC
20. Vivian Clemence, Avocate/Lawyer
21. Ronald J Swain, Lawyer
22. David Dueck, Lawyer
23. Chantal Desloges, Lawyer
24. Michael D. Carter, Lawyer
25. Joshua Tong, Pastor and Former Lawyer
26. Alan Honner, Lawyer
27. Jad Debs, Lawyer
28. David McMath, Lawyer
29. Aleksandra Balyasnikova-Smith, PhD Student
30. Peter Trieu, Lawyer
31. Earl Phillips, Q.C., Lawyer
32. Shawn Knights, Lawyer
33. Nancy Toran-Harbin
34. Renée Short, Lawyer
35. Michael Menear, Lawyer
36. Matthew Kaup, Student-at-Law
37. Elisa Genuis, Law Student President, University of Alberta CLF Student Chapter
38. Trevor Owen, Lawyer
39. Winston Sayson, Q.C., Lawyer
40. Cornelis Van Dam, emeritus professor, Burlington, ON
41. Michael H. Murray, Lawyer
42. Brian L. Prill, Lawyer
43. Christopher Taucar, Lawyer
44. Adrian Miedema, Lawyer
45. Andrew Lawson, Lawyer
46. Jeannette Savoie, Lawyer
47. Elisa Coates, Lawyer Licensing Candidate
48. Tyler Koverko, Lawyer
49. Daniel J. Mol, Barrister & Solicitor
50. Nancy Bergstrom, Lawyer
51. Moyosore Balogun, Student-at-Law
52. Walter W. Kubitz, Q.C., Lawyer
53. Jeffrey Lowe, Lawyer
54. Katherine Enns, Lawyer
55. Geraldine Hewitt, Lawyer
56. John Sikkema, Lawyer
57. Jim Reich, Lawyer
58. Philip J. Dougan, Lawyer
59. Thomas M.J. Bateman, Associate Professor, Political Science, St Thomas University, NB
60. John Humphries, Lawyer
61. K.R. Davidson, Lawyer
62. Benjamin Hiebert, Law Student

63. Rhoda Cookhorn, Lawyer
64. Rhema Kang, Lawyer
65. Eva Guo
66. George Gunnink, Lawyer
67. Rebecca Blain, Law Student
68. Janet Epp Buckingham, Professor, Ottawa, ON
69. David Gileff, Lawyer
70. Walter Thiessen, Lawyer and Pastor
71. Dawn M. Bennett, Lawyer
72. Andrea Dickinson, Lawyer
73. Jessie Legaree, Lawyer
74. Bruce Bos, Lawyer
75. Richard Porcher, Lawyer
76. Timothy Stonhouse, Lawyer
77. Nathan Wiebe, Lawyer
78. Gleb Malinovsky, Lawyer
79. Don Hutchinson, Lawyer
80. Geoffrey Trotter, Lawyer
81. George Ingram, Lawyer
82. Dr. Brian D Scott, Retired Lawyer
83. N. Diane Gyimah, Lawyer
84. Coralei Still, Law Student
85. Chris Markou, Lawyer
86. Eric Vandergriendt, Lawyer
87. Andrew Davis, Lawyer
88. Craig Lewis, Lawyer
89. David Macphail, Retired Lawyer
90. Luke A. Johnson, Lawyer
91. Darren L. Richards, Lawyer
92. Tabitha Ewert, Lawyer
93. Waldy Derksen, Lawyer
94. Donald L. Wilkinson, Lawyer
95. Megen Zelinka, Lawyer
96. Frank de Walle, Lawyer
97. Jonathan Ng, Lawyer
98. Vicky Chan, Lawyer
99. Nkiru Emodi, Lawyer
100. Benjamin J. Ferland, Lawyer
101. Paul D. Mack, Lawyer
102. Terry Prockiw, Lawyer
103. Ashley Gnyś, Lawyer and Certified Specialist in Civil Litigation
104. Daniel N. Tangjerd, Lawyer
105. John Knibbe, Lawyer
106. Philip Watts, Lawyer
107. Faye Sonier, Lawyer
108. Dorothy Zhang, Student

109. Stephanie Chan, Articling Candidate
110. Olohirere Musa, Lawyer
111. Clayton H. Stewart, Lawyer
112. Stella Iriah, Lawyer
113. Kinsey Bowen, Lawyer
114. Olasubomi Oraka, Law Student
115. Richard Harding, Retired Lawyer
116. Garifalia Milousis, Law Student